

Dépenses publiques et impôts : un duo à freiner

Depuis une dizaine d'années, les dépenses de la Confédération enregistrent une hausse qui dépasse de loin la croissance de notre économie. Les comptes 2002 ont bouclé sur un déficit de 3,3 milliards de francs et l'on s'attend à un découvert du même ordre pour cette année. Depuis 1990, la montagne de dettes accumulées par la Confédération a même triplé, pour atteindre 122 milliards à la fin de l'an dernier !

Cette situation est d'autant plus malsaine que notre pays présente la croissance économique la plus faible des pays industrialisés. Cette croissance anémique résulte certes des difficultés économiques. Mais ses causes sont également structurelles. Les dépenses publiques augmentant deux fois plus vite que les richesses que nous produisons, ce déséquilibre engendre toujours plus de dettes et d'impôts. De plus, les perspectives financières ont de quoi effrayer. Recalculé à la baisse en raison de la situation conjoncturelle, le plan financier 2004-2006 de la Confédération prévoit encore une progression des dépenses de 20% sur quatre ans. Cela ne peut plus continuer ainsi. Cette boulimie doit être stoppée.

Devant l'urgence de la situation, le Conseil fédéral a transmis au Parlement un programme d'allègement 2003 du budget de la Confédération (PAB 03), lequel figure au menu de la présente session des Chambres fédérales. Rapporté au plan financier, ce programme se traduit par des améliorations de près de 3,3 milliards de francs sur le budget 2006 de la Confédération, dont l'essentiel sous forme de réductions des dépenses. Les économies ciblées concernent les six principaux domaines de tâches : prévoyance sociale, trafic, défense nationale, agriculture, formation et recherche, relations avec l'étranger. Notons que les mesures composant ce programme couvrent, à juste titre, l'ensemble des activités de l'Etat.

Le PAB 03 constitue un minimum devant permettre de limiter la croissance des dépenses de la Confédération à 2,1% l'an en moyenne. Il ne réduit pas les ressources disponibles mais vise simplement à contenir l'explosion des coûts et à ramener la croissance des dépenses à un niveau durablement supportable. D'ailleurs, le Conseil fédéral s'attend toujours à un solde négatif de l'ordre de 1,9 milliards en 2006, ce qui démontre la nécessité de ne pas relâcher les freins.

Les dettes publiques et les charges fiscales plombent la croissance de notre économie. Si nous voulons retrouver le chemin de la prospérité, il est urgent de briser ce cercle vicieux en freinant à la fois les dépenses publiques et la fiscalité. Le PAB 03 constitue un premier pas à saluer. Complété par le train de mesures fiscales sur lequel nous nous prononcerons vraisemblablement au printemps prochain, il forme ainsi un duo indissociable en vue de restaurer les bases d'une croissance économique durable.

Jean-Claude Chappuis